



RCS : AVIGNON

Code greffe : 8401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 B 00304

Numéro SIREN : 404 931 925

Nom ou dénomination : ASC

Ce dépôt a été enregistré le 12/03/2014 sous le numéro de dépôt 2104

ASC

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 8 000 EUROS

**Siège social : 19 Rue du Four de la Terre
84000 AVIGNON**

**RCS AVIGNON 404 931 925
SIRET 404 931 925 00014**

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU

28 FEVRIER 2014

L'an mil quatorze

Et le vingt huit février

Monsieur Stéphane CHASSAGNE, associé unique et président et propriétaire des 500 actions composant le capital social, a établi ainsi qu'il suit le présent procès-verbal.

L'associé unique est en possession des documents suivants :

- le contrat d'apport,
- le rapport du commissaire aux apports,
- les statuts sociaux.

Il précise l'ordre du jour des présentes décisions :

- Approbation du contrat d'apport,
- Augmentation du capital par apport en nature,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Constatation de la résiliation de la location-gérance consentie à notre société par la société AJPE,
- Pouvoirs pour les formalités.

Puis Monsieur le Président donne lecture du rapport du commissaire aux apports.

L'associé unique prend alors les décisions suivantes :

Sc

PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique, connaissance prise :

- Du contrat d'apport sous conditions suspensives des titres détenus par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, soit seize mille deux cent cinquante (16 250) titres correspondant à la totalité de sa participation dans la société AJPE, SASU au capital de 247 729,65 euros, dont le siège social est à AVIGNON (84000) 19 rue du Four de la Terre - RCS AVIGNON 422 698 332 SIRET 422 698 332 00018, de valeur nominale de 15,24 euros chacune, en plaçant l'opération sous le régime des apports en nature prévu par l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce, la société bénéficiaire ne prenant en charge aucun passif de l'apporteur de quelque nature que ce soit et ce moyennant l'attribution de quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions de seize (16) euros chacune, aux termes d'un acte en date du 10 février 2014, lequel est demeuré annexé aux présentes,
- Approuve l'estimation des biens apportés évalués au total à deux cent quarante-sept mille sept cent vingt-huit (247 728) euros après arrondi, sur le vu du rapport de Monsieur Gérard BOREL, commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés le 27 janvier 2014,
- Approuve les termes du contrat d'apport et rend définitif l'acte d'apport aux conditions convenues.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide, en conséquence :

- d'augmenter le capital de la société, antérieurement de 8 000 euros en l'élevant à 255 728 euros par la création de quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions de seize (16) euros chacune, entièrement libérées et correspondant à la valeur de l'apport,
- et d'attribuer lesdites actions à Monsieur Stéphane CHASSAGNE dans la société ASC.

Ces actions assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes à compter de ce jour, et porteront jouissance à compter du même jour, ces actions nouvelles donneront droit au dividende pour la première fois sur les bénéfices distribués au titre de l'exercice en cours à la date de réalisation de l'augmentation de capital.

TROISIEME DECISION

En conséquence des décisions adoptées ci-dessus et de l'augmentation de capital, l'actionnaire unique décide de compléter l'article 7 des statuts relatif aux apports et de modifier l'article 9 des statuts relatif au capital social de la façon suivante :

« Article 7 – Apports : »

I / Lors de la constitution

- le reste demeurant inchangé

II / Modification par l'Assemblée Générale du 20.12.2010

- le reste demeurant inchangé



III / Lors de l'augmentation du capital social du 28.02.2014, il a été fait apport à la société en nature, par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, de la totalité de sa participation dans la société AJPE évaluées au total à deux cent quarante-sept mille sept cent vingt-huit (247 728) euros.

« Article 9 – Capital social : »

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante-cinq mille sept cent vingt-huit (255 728) euros.

Il est divisé en quinze mille neuf cent quatre-vingt-trois (15 983) actions de seize (16) euros chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées à l'actionnaire unique, Monsieur Stéphane CHASSAGNE.

QUATRIEME DECISION

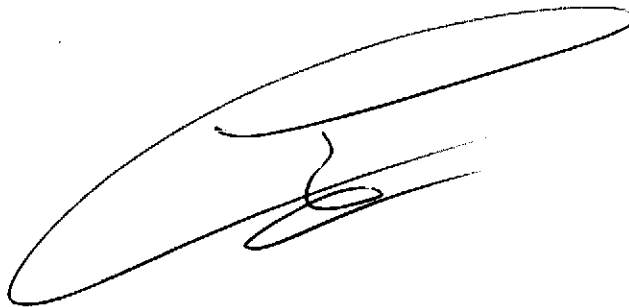
L'actionnaire unique prend acte, compte-tenu de l'apport des titres intervenu ce jour, de la résiliation à compter de ce jour de la location-gérance consentie par la société AJPE à la société ASC, le 31 janvier 1997.

CINQUIEME DECISION

L'actionnaire unique donne tous pouvoirs au Président pour accomplir les formalités de publicité et de dépôt exigées par la loi, pour délivrer tous extraits des présentes, ainsi que pour faire généralement le nécessaire à l'effet de donner toute leur efficacité à l'apport et à l'augmentation de capital visés aux présentes ainsi qu'à la résiliation de la location-gérance et au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associé unique.

L'associé unique



Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES D'AVIGNON

Le 03/03/2014 Bordereau n°2014/172 Case n°4

Ext 678

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent des impôts

DUPLICATA

Marine de BEAUFORT
Agent des Finances Publiques

GERALD BOREL

Commissaire aux comptes

Inscrit près de la Cours d'appel de Nîmes

N° 290 Allée de Prato - BP 58

ZONE ARTISANALE LA PRATO 1

84210 PERNES LES FONTAINES

Téléphone 04 90.67.16.52

Télécopie 04 90.60.55.09

E-mail : cabinetborel@wanadoo.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR L'EVALUATION DES APPORTS EN NATURE
DES ACTIONS DE LA SAS AJPE A LA SAS ASC**

En exécution de la mission qui m' a été confiée par décision de l'associé unique en date du 27/01/2014 concernant l'apport de titres, j'ai établi le présent rapport prévu par l'article 225-147 alinéa 1 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de contrat d'apport signé par les représentants de la société concernées en date du 10 février 2014

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées:

- à apprécier la valeur des apports,
- à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée
- et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'émission.

I -PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

I1 – MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

Monsieur Stéphane CHASSAGNE envisage une simplification des structures en place.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE, soussigné de première part, est propriétaire de 100 % du capital social de la société "AJPE" et de 100 % du capital de la société "ASC", laquelle société exploite, en location-gérance, le fonds de commerce de la société "AJPE".

Afin que la société "ASC" détienne 100 % du capital social de la société AJPE, les parties ont convenu de l'apport des titres que détient Monsieur CHASSAGNE Stéphane dans la société "AJPE" à la société "ASC", entraînant comme suite à cet apport, la résiliation de la location-gérance consentie à ce jour par la société "AJPE" à la société "ASC".

I 2 – CONDITIONS DES APPORTS

I 21 – Modalités

Monsieur Stéphane CHASSAGNE apportera sous les conditions faisant l'objet du traité d'apport, sa participation dans la société "AJPE", soit seize mille deux cent cinquante (16 250) actions, en plaçant l'opération sous le régime des apports en nature prévu par l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce, la société "ASC" ne prenant en charge aucun passif de l'apporteur de quelque nature que ce soit.

I22 Origine de Propriété

L'apporteur déclare être propriétaire des actions, objet des présentes, pour les avoir reçues lors de la constitution de la société, qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés depuis le 29/04/1999.

I -3 – DESIGNATION DES APPORTS

Monsieur Stéphane CHASSAGNE apporte à la société "ASC", ce qui est accepté par son Président et associé unique, sa participation dans le capital de la société "AJPE", SASU au capital de 247 729,65 euros, dont le siège social est à AVIGNON (84000) 19 rue du Four de la Terre - RCS AVIGNON 422 698 332 SIRET 422 698 332 00018, conformément aux dispositions de l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce sur les sociétés commerciales. Sa participation est représentée par seize mille deux cent cinquante (16 250) actions au total de quinze euros vingt-quatre cents (15,24 €) chacune de nominal, suite notamment à un apport en nature effectué le 22.03.1999 par Monsieur Stéphane CHASSAGNE sous le régime de l'article 151 octies du CGI à la société "AJPE" à l'époque sous forme de SARL puis transformée en SAS le 20 décembre 2010.

Lesdits apports étant nets de tout passif.

Par ailleurs, il est précisé qu'au jour de la réalisation définitive des apports, les actions seront libres de tout gage ou nantissement.

I -4 – REMUNERATION DES APPORTS

Les apports faits par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, au titre du présent traité, seront rémunérés par la création de quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions nouvelles de seize (16) euros de nominal chacune, entièrement libérées et attribuées à due concurrence en totalité à Monsieur Stéphane CHASSAGNE.

Ces quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions nouvelles seront créées par la société "ASC" à titre d'augmentation de son capital pour un montant de deux cent quarante sept mille sept cent vingt-huit (247 728) euros, avec entrée en jouissance à la date de réalisation définitive des apports.

Elles jouiront des mêmes droits, supporteront les mêmes charges que les actions composant le capital initial de la société. Toutes ces actions seront entièrement assimilées et donneront droit au règlement de la même somme nette, en cas de répartition ou de remboursement total ou partiel du capital, en cours d'existence de la société ou lors de sa liquidation, toutes taxes et impôts frappant, spécialement par voie de retenue à la source, les répartitions ou remboursements, étant divisé également entre toutes les actions composant alors le capital social, quelle que soit leur origine ou la date de leur émission ou de leur création.

Les actions nouvelles seront négociables dès réalisation définitive de l'augmentation de capital rémunérant les apports.

I -5- CONDITIONS GENERALES DES APPORTS

Les apports consentis par Monsieur Stéphane CHASSAGNE sont effectués sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière.

La société "ASC" sera, d'une façon générale, subrogée dans tous les droits et obligations de l'apporteur relativement aux actions apportées.

L'apporteur remettra, au jour de la constatation du caractère définitif des apports, objet des présentes conventions, à la société "ASC", tous documents utiles pour assurer la réalisation du transfert de propriété des actions apportées et son opposabilité à la société "AJPE" comme aux tiers et/ou accomplira toutes formalités nécessaires pour la transmission à la société bénéficiaire des actions apportées.

I -6 – PROPRIETE - JOUISSANCE

Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives énoncées plus loin sous le paragraphe I -10. Il en aura la jouissance avec effet à compter du même jour. En conséquence, l'apporteur aura seul droit au dividende mis en paiement au titre de l'exercice en cours clos le trente et un décembre deux mil quatorze (31.12.2014).

I -7- DECLARATIONS

Monsieur Stéphane CHASSAGNE fait les déclarations suivantes :

- Il est propriétaire légitime des actions de la société "AJPE" pour les avoir acquises lors de sa constitution,
- Il a la pleine capacité pour en disposer,
- Les actions apportées sont libres de tous gages ou nantissement,
- La société, dont les actions sont apportées, n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiement, n'a pas fait l'objet d'une procédure quelconque analogue au redressement judiciaire ou amiable ou à la liquidation judiciaire ou amiable applicable en France,
- Il n'est pas en état de règlement judiciaire ou liquidation judiciaire,
- Il est à jour de ses impôts exigibles,
- Il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission de ces droits sociaux.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des actions apportées à la société bénéficiaire.

Pour sa part, Monsieur Stéphane CHASSAGNE agissant en qualité de Président de la société "ASC" bénéficiaire, déclare avoir en parfaite connaissance des opérations effectuées par la société "AJPE" depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas, selon lui, de nature à modifier l'évaluation des droits sociaux apportés, sous réserve de la mise en œuvre des garanties énoncées ci-après.

I -8 – GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Dans le cas où un passif, notamment d'origine fiscale ou sociale, non enregistré au 31 décembre 2013 ne figurant pas dans le bilan à cette date ayant une cause ou une origine antérieure à cette dernière date viendrait à se révéler, comme dans le cas où la Société "AJPE" dont les titres font l'objet de l'apport serait appelée à exécuter des engagements de caution, avals ou garanties contractés par elle avant ce jour, mais non comptabilisés ou non indiqués à la société "ASC", Monsieur Stéphane CHASSAGNE, "apporteur" serait tenu de combler ledit passif et, à première réquisition de la Société bénéficiaire ou de tout tiers substitué, de lui verser, à fonds perdus, la somme correspondante à titre de comblement de passif.

Il en sera de même dans le cas où une insuffisance d'actif se révélerait par rapport à la situation arrêtée au 31 décembre 2013 ayant une cause ou une origine antérieure à cette date.

Il est précisé :

- que les suppléments de passif devront être dûment justifiés par la Société "ASC" ou tout tiers substitué ;
- qu'en cas de contrôle par les agents de la direction générale des impôts, des caisses d'assurance maladie, d'allocations familiales ou des ASSEDIC, Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera appelé à fournir toutes explications et justifications, mais qu'aucun acquiescement ou transaction ne pourra intervenir avec l'administration ou ces organismes sans son accord, tous frais d'instance étant alors à sa charge.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera prévenu dans les meilleurs délais de tout avis de vérification de sorte qu'il puisse intervenir en se faisant assister du conseil de son choix, dès le début du contrôle ;

- que pour déterminer l'insuffisance d'actif net social objet de la présente garantie, il sera tenu compte :
 - o d'une part, du montant des récupérations ou économies d'impôts et taxes que la constatation d'un supplément de passif permettrait de réaliser,

- o d'autre part, du montant des provisions comptabilisées au 31 décembre 2013 pour la couverture des risques de dépréciation et de pertes et charges existant à cette date et qui se révéleraient sans objet, mais après déduction du complément d'impôt qu'entraînerait leur réintégration.

La responsabilité de Monsieur Stéphane CHASSAGNE "apporteur", à raison des garanties qui précèdent, ne pourra être mise en cause que jusqu'au 31 décembre 2014. Faute de demande formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée au plus tard à cette date, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition, Monsieur Stéphane CHASSAGNE se trouvera entièrement dégagé de toute responsabilité.

Les sommes dues au titre de la présente garantie seront payables immédiatement.

I -9 — RENONCIATION AU PRIVILEGE DU VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE

L'apporteur déclare, en tant que de besoin, renoncer à tout droit de privilège et d'hypothèque, et à l'action résolutoire pouvant appartenir à l'apporteur contre la société bénéficiaire qui s'estime justement rempli de ses droits par l'attribution des quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions au total qui seront créées à titre d'augmentation de capital, en rémunération des apports.

I -10 — CONDITIONS SUSPENSIVES

Les conventions faisant l'objet des présentes, sont subordonnées à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Approbation de l'ensemble des dispositions du présent traité d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société "ASC", statuant au vu du rapport du Commissaire aux Apports,
- Exécution des formalités de contrôle et de vérification prescrites par la loi,
- Résiliation de la location-gérance consentie à ce jour par la société "AJPE" à la société "ASC".

Au cas où l'ensemble des conditions suspensives ne serait pas réalisé le trente et un mars deux mil quatorze (31.03.2014) au plus tard, les présentes seraient considérées comme nulles et non avenues, à la volonté de l'une des parties concernées, notifiée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité de part et d'autre.

IX — DISPOSITIONS ET DECLARATIONS FISCALES

L'enregistrement sera requis au droit fixe de 500 euros, en application des dispositions de l'article 810-1 du Code Général des Impôts.

Les apports de participation ou en nature sont faits à titre pures et simples, la société bénéficiaire n'étant pas tenue du passif éventuel existant à la même date.

En outre, lesdits apports de participation étant à titre purs et simples et étant des biens autres que des immeubles ou droits immobiliers, fonds de commerce, clientèle, droits au bail ou promesse de bail, il n'y a pas lieu qu'ils s'engagent expressément à conserver pendant trois (3) ans, les titres remis en contrepartie de leurs apports respectifs, et ce conformément aux dispositions des articles 809-1-3ème du Code Général des Impôts.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE "apporteur", déclare expressément qu'il entend bénéficier des régimes de sursis d'imposition et de report d'imposition des plus-values instituées par l'article 151 octies et 151 nonies du Code Général des Impôts et remplira les obligations déclaratives correspondantes.

II. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

J'ai pris contact avec l'expert comptable de la SAS « AJPE » pour obtenir les éléments d'information qui me paraissent utiles.

J'ai pris connaissance du projet de contrat d'apport en date du 10 février 2014.

J'ai pris connaissance de la méthode d'évaluation du fonds de commerce utilisée lors de la constitution de la société AJPE par un commissaire aux apports.

Les éléments incorporels du fonds avaient été valorisés à 300 fois la recette journalière, ce qui aboutissait en 1998 à une valeur de 1 449 900 francs soit 221 036 euros, somme qui figure à l'actif du bilan de AJPE pour ce même montant.

J'ai effectué les travaux complémentaires qui m'ont paru nécessaires pour apprécier les méthodes de calcul qui ont conduit aux valeurs reprises dans le traité d'apport.

Les résultats comptables de la société AJPE se sont élevés à :

Pour 2012 = 8431 € Pour 2011 = 6395 €

Les capitaux propres de la société AJPE se sont élevés à :

Pour 2012 = 184 075 € Pour 2011 = 175 644 €

Les chiffres d'affaires de la société ASC, exploitante du fonds, se sont élevés à :

Pour 2012 = 131 830 € HT Pour 2011 = 130 244 €

Soit pour 2012, un CA TTC de 148 060 €, pour 104 jours d'activité.

Les éléments incorporels du fonds de commerce ont été évalués sur la base de 200 fois la recette journalière soit une valeur totale = 284 689 €.

La valeurs retenue de 200 recettes journalières est une valorisation minimale des monographies professionnelles sectorielles.

Les éléments corporels sont évalués à leur valeur comptable nette.

Ce calcul aboutit à une plus value sur élément incorporels de 63 653 euros.

Les autres postes de l'actif et du passif n'appellent pas de commentaires particuliers.

la valeur de l'actif net après prise en compte de la plus value s'élève à 247 728euros.

La valeur des actions apportées correspond à ce montant.

J'ai apprécié le contexte et l'application des règles juridiques et fiscales de l'opération.

J'ai relevé que la modification de l'article 15 des statuts de AJPE, issue de la l'AG du 20 décembre 2010, concernant la nomination, la révocation, à l'unanimité et les indemnités du président qui peuvent lui être attribuées peuvent être considérées comme un avantage particulier.(1) et par conséquent être connue par l'acquéreur.

La méthode et la valeur des apports me paraissent correctes

CONCLUSION

Sur la base de mes travaux, je peux conclure que la valeur des apports s'élevant à : 247 728 euros (Deux cent quarante sept mille sept cent vingt huit euros) n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport sous la réserve mentionnée ci dessus (1), je n'ai pas relevé d'autres avantages particuliers.

à PERNES LES FONTAINES, LE 19 février 2014

Gérald Borel

Commissaire aux comptes



CONVENTION D'APPORT DE TITRES

LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur CHASSAGNE Stéphane** demeurant à AVIGNON (84000) 19 Rue du Four de la Terre
Né le 29.08.1967 à ORANGE (84)
De nationalité française
Célibataire, déclarant ne pas avoir souscrit de pacte civil de solidarité

D'UNE PART

- La société "ASC", SASU au capital de 8 000 euros, ayant son siège social à AVIGNON (84000)
19 rue du Four de la Terre, RCS AVIGNON 404 931 925 SIRET 404 931 925 00014
Représentée par Monsieur CHASSAGNE Stéphane, Président.

D'AUTRE PART

En vue de réaliser, conformément aux dispositions de l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce, un apport en nature de participations par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, soussigné de première part, au profit de la société "ASC", soussignée de seconde part, il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

EXPOSE

I – MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

Le soussigné de première part, envisage une simplification des structures en place.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE, soussigné de première part, est propriétaire de 100 % du capital social de la société "AJPE" et de 100 % du capital de la société "ASC", laquelle société exploite en location-gérance, le fonds de commerce de la société "AJPE".

Afin que la société "ASC" détienne 100 % du capital social de la société AJPE, les parties ont convenu de l'apport des titres que détient Monsieur CHASSAGNE Stéphane dans la société "AJPE" à la société "ASC", entraînant comme suite à cet apport, la résiliation de la location-gérance consentie à ce jour par la société "AJPE" à la société "ASC".

II – CONDITIONS DES APPORTS

1 – Modalités

Monsieur Stéphane CHASSAGNE apportera sous les conditions faisant l'objet du présent traité, sa participation dans la société "AJPE", soit seize mille deux cent cinquante (16 250) actions, en plaçant l'opération sous le régime des apports en nature prévu par l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce, la société "ASC" ne prenant en charge aucun passif de l'apporteur de quelque nature que ce soit.

Sc Sc

2 – Méthodes d'évaluation

Il est précisé que l'évaluation des participations apportées ci-dessus a été appréciée dans le rapport annexé aux présentes et établi sous sa responsabilité par Monsieur Gérard BOREL, Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés le 27.01.2014.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE détenant la totalité des titres de la société "AJPE" et la totalité des titres de la société "ASC", SASU au capital de 8 000 euros, ayant son siège social à AVIGNON (84000) 19 rue du Four de la Terre, RCS AVIGNON 404 931 925 SIRET 404 931 925 00014.

La société "AJPE" étant propriétaire du fonds de commerce qu'elle a consenti en location-gérance à la société "ASC" le 31 janvier 1997 (à compter rétroactivement du 10 janvier 1997).

Etant ici précisé que Monsieur Stéphane CHASSAGNE a fait l'apport de son fonds à la société "AJPE" le 22 mars 1999, et que sauf prorogation ou dissolution anticipée, la société "ASC" expire le 29.04.2046.

3 – Rémunération des apports

Les apports seront rémunérés par la création de quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions nouvelles de seize(16) euros de nominal chacune, entièrement libérées, émises au pair à titre d'augmentation de capital, dans les conditions précisées au présent traité et sous réserve de l'appréciation du Commissaire aux Apports.

Cela exposé, les parties soussignées ont arrêté, ainsi qu'il suit, les termes du traité d'apport, objet des présentes conventions.

CONVENTION D'APPORT

I – DESIGNATION DES APPORTS

Sous les conditions suspensives ci-après stipulées, Monsieur Stéphane CHASSAGNE, soussigné de première part, en vertu des présentes et sous les réserves y contenues, apporte à la société "ASC", ce qui est accepté par son Président et associé unique, soussigné de seconde part, sa participation dans le capital de la société "AJPE", SASU au capital de 247 729,65 euros, dont le siège social est à AVIGNON (84000) 19 rue du Four de la Terre - RCS AVIGNON 422 698 332 SIRET 422 698 332 00018, conformément aux dispositions de l'article L.227-1 al.3 du Code de Commerce sur les sociétés commerciales, sa participation représentée par seize mille deux cent cinquante (16 250) actions au total de quinze euros vingt-quatre cents (15,24 €) chacune de nominal, suite notamment à un apport en nature effectué le 22.03.1999 par Monsieur Stéphane CHASSAGNE sous le régime de l'article 151 octies du CGI à la société "AJPE" à l'époque sous forme de SARL puis transformée en SAS le 20 décembre 2010.

Lesdits apports étant nets de tout passif.

Par ailleurs, il est précisé qu'au jour de la réalisation définitive des apports, les actions seront libres de tout gage ou nantissement.

Sc Sc

II – REMUNERATION DES APPORTS

Les apports faits par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, au titre du présent traité, seront rémunérés par la création de quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions nouvelles de seize (16) euros de nominal chacune, entièrement libérées et attribuées à due concurrence en totalité à Monsieur Stéphane CHASSAGNE.

Ces quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions nouvelles seront créées par la société "ASC" à titre d'augmentation de son capital pour un montant de deux cent quarante sept mille sept cent vingt-huit (247 728) euros, avec entrée en jouissance à la date de réalisation définitive des apports.

Elles jouiront des mêmes droits, supporteront les mêmes charges que les actions composant le capital initial de la société. Toutes ces actions seront entièrement assimilées et donneront droit au règlement de la même somme nette, en cas de répartition ou de remboursement total ou partiel du capital, en cours d'existence de la société ou lors de sa liquidation, toutes taxes et impôts frappant, spécialement par voie de retenue à la source, les répartitions ou remboursements, étant divisé également entre toutes les actions composant alors le capital social, quelle que soit leur origine ou la date de leur émission ou de leur création.

Les actions nouvelles seront négociables dès réalisation définitive de l'augmentation de capital rémunérant les apports.

III– CONDITIONS GENERALES DES APPORTS

Les apports consentis en vertu des présentes par Monsieur Stéphane CHASSAGNE sont effectués sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière.

La société "ASC" sera, d'une façon générale, subrogée dans tous les droits et obligations de l'apporteur relativement aux actions apportées.

L'apporteur remettra, au jour de la constatation du caractère définitif des apports, objet des présentes conventions, à la société "ASC", tous documents utiles pour assurer la réalisation du transfert de propriété des actions apportées et son opposabilité à la société "AJPE" comme aux tiers et/ou accomplira toutes formalités nécessaires pour la transmission à la société bénéficiaire des actions apportées.

IV – PROPRIETE - JOUISSANCE

Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives énoncées plus loin sous le chapitre VII. Il en aura la jouissance avec effet à compter du même jour. En conséquence, l'apporteur aura seul droit au dividende mis en paiement au titre de l'exercice en cours clos le trente et un décembre deux mil quatorze (31.12.2014).

V – DECLARATIONS

Monsieur Stéphane CHASSAGNE fait les déclarations suivantes :

- Il est propriétaire légitime des actions de la société "AJPE" pour les avoir acquises le ...,
- Il a la pleine capacité pour en disposer,

Sc Sc

- Les actions apportées sont libres de tous gages ou nantissement,
- La société, dont les actions sont apportées, n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiement, n'a pas fait l'objet d'une procédure quelconque analogue au redressement judiciaire ou amiable ou à la liquidation judiciaire ou amiable applicable en France,
- Il n'est pas en état de règlement judiciaire ou liquidation judiciaire,
- Il est à jour de ses impôts exigibles,
- Il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission de ces droits sociaux.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des actions apportées à la société bénéficiaire.

Pour sa part, Monsieur Stéphane CHASSAGNE agissant en qualité de Président de la société "ASC" bénéficiaire, déclare avoir en parfaite connaissance des opérations effectuées par la société "AJPE" depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas, selon lui, de nature à modifier l'évaluation des droits sociaux apportés, sous réserve de la mise en œuvre des garanties énoncées ci-après.

VI – GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Dans le cas où un passif, notamment d'origine fiscale ou sociale, non enregistré au 31 décembre 2013 ne figurant pas dans le bilan à cette date ayant une cause ou une origine antérieure à cette dernière date viendrait à se révéler,

Comme dans le cas où la Société "AJPE" dont les titres font l'objet de l'apport serait appelée à exécuter des engagements de caution, avals ou garanties contractés par elle avant ce jour, mais non comptabilisés ou non indiqués à la société "ASC", Monsieur Stéphane CHASSAGNE, "apporteur" serait tenu de combler ledit passif et, à première réquisition de la Société bénéficiaire ou de tout tiers substitué, de lui verser, à fonds perdus, la somme correspondante à titre de comblement de passif.

Il en sera de même dans le cas où une insuffisance d'actif se révélerait par rapport à la situation arrêtée au 31 décembre 2013 ayant une cause ou une origine antérieure à cette date.

Il est précisé :

- que les suppléments de passif devront être dûment justifiés par la Société "ASC" ou tout tiers substitué ;
- qu'en cas de contrôle par les agents de la direction générale des impôts, des caisses d'assurance maladie, d'allocations familiales ou des ASSEDIC, Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera appelé à fournir toutes explications et justifications, mais qu'aucun acquiescement ou transaction ne pourra intervenir avec l'administration ou ces organismes sans son accord, tous frais d'instance étant alors à sa charge.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE sera prévenu dans les meilleurs délais de tout avis de vérification de sorte qu'il puisse intervenir en se faisant assister du conseil de son choix, dès le début du contrôle ;

- que pour déterminer l'insuffisance d'actif net social objet de la présente garantie, il sera tenu compte :
 - d'une part, du montant des récupérations ou économies d'impôts et taxes que la constatation d'un supplément de passif permettrait de réaliser,

Sc Sc

- d'autre part, du montant des provisions comptabilisées au 31 décembre 2013 pour la couverture des risques de dépréciation et de pertes et charges existant à cette date et qui se révéleraient sans objet, mais après déduction du complément d'impôt qu'entraînerait leur réintégration.

La responsabilité de Monsieur Stéphane CHASSAGNE "apporteur", à raison des garanties qui précèdent, ne pourra être mise en cause que jusqu'au 31 décembre 2014. Faute de demande formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée au plus tard à cette date, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition, Monsieur Stéphane CHASSAGNE se trouvera entièrement dégagé de toute responsabilité.

Les sommes dues au titre de la présente garantie seront payables immédiatement.

VII – RENONCIATION AU PRIVILEGE DU VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE

L'apporteur déclare, en tant que de besoin, renoncer à tout droit de privilège et d'hypothèque, et à l'action résolutoire pouvant appartenir à l'apporteur contre la société bénéficiaire qui s'estime justement rempli de ses droits par l'attribution des quinze mille quatre cent quatre-vingt-trois (15 483) actions au total qui seront créées à titre d'augmentation de capital, en rémunération des apports.

VIII – CONDITIONS SUSPENSIVES

Les conventions faisant l'objet des présentes, sont subordonnées à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- approbation de l'ensemble des dispositions du présent traité d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société "ASC", statuant au vu du rapport du Commissaire aux Apports,
- exécution des formalités de contrôle et de vérification prescrites par la loi,
- résiliation de la location-gérance consentie à ce jour par la société "AJPE" à la société "ASC".

Au cas où l'ensemble des conditions suspensives ne serait pas réalisé le trente et un mars deux mil quatorze (31.03.2014) au plus tard, les présentes seraient considérées comme nulles et non avenues, à la volonté de l'une des parties concernées, notifiée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité de part et d'autre.

IX – DISPOSITIONS ET DECLARATIONS FISCALES

L'enregistrement sera requis au droit fixe de 500 euros, en application des dispositions de l'article 810-1 du Code Général des Impôts.

Les apports de participation ou en nature sont faits à titre pures et simples, la société bénéficiaire n'étant pas tenue du passif éventuel existant à la même date.

En outre, lesdits apports de participation étant à titre purs et simples et étant des biens autres que des immeubles ou droits immobiliers, fonds de commerce, clientèle, droits au bail ou promesse de bail, il n'y a pas lieu qu'ils s'engagent expressément à conserver pendant trois (3) ans, les titres remis en contrepartie de leurs apports respectifs, et ce conformément aux dispositions des articles 809-1-3ème du Code Général des Impôts.

Sc Sc

Monsieur Stéphane CHASSAGNE "apporteur", déclare expressément qu'il entend bénéficier des régimes de sursis d'imposition et de report d'imposition des plus-values instituées par l'article 151 octies et 151 nonies du Code Général des Impôts et remplira les obligations déclaratives correspondantes.

X – FORMALITES

Le Président accomplira, avec le concours s'il y a lieu de la société "ASC", dans les délais légaux, les formalités prescrites par la loi, ainsi que toutes autres formalités nécessaires, en vue de rendre les apports de participation faisant l'objet des présentes, opposables aux tiers.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent traité, en vue de l'accomplissement des formalités qui ne relèveraient pas spécifiquement des pouvoirs du Président de la société dont les actions sont apportées.

Dès la réalisation définitive des apports, la présente convention sera signifiée à la Société "AJPE" conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil. Cette signification pourra être remplacée par un dépôt du présent contrat et du procès-verbal de l'Assemblée Générale de la Société bénéficiaire de l'apport ayant approuvé ledit apport et procédé à une augmentation corrélative de son capital.

XI – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les soussignés font élection de domicile à l'adresse et siège social sus-indiqués.

XII – FRAIS

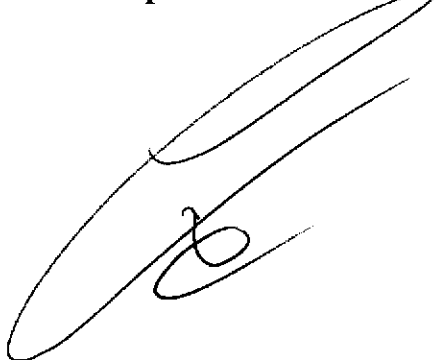
Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de tous les actes qui en seraient la suite ou la conséquence, seront à la charge de la société "ASC", ainsi que Monsieur Stéphane CHASSAGNE, es-qualités, déclare s'y obliger.

XIII– AFFIRMATION DE SINCERITE

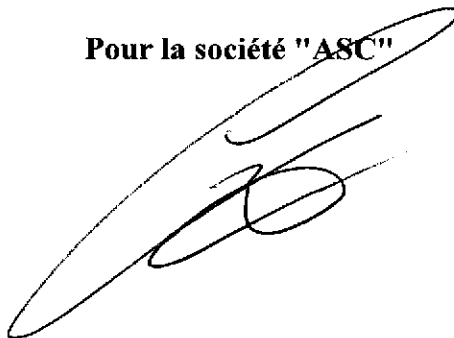
Les soussignés affirment expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport.

Fait à Avignon
Le dix février deux mil quatorze
En cinq exemplaires.

Monsieur Stéphane CHASSAGNE



Pour la société "ASC"



2. The second section focuses on the role of technology in modern record management. It highlights how software solutions can streamline processes, reduce errors, and provide real-time access to information. Examples of specific tools and platforms are mentioned, along with their benefits for different types of organizations.

3. The third part of the document addresses legal and regulatory requirements related to record-keeping. It discusses the various laws and standards that govern the retention and disposal of records, ensuring compliance with industry-specific regulations. The text also touches upon the importance of data security and privacy protection in the context of record management.

4. The final section provides practical advice and best practices for implementing an effective record management system. It includes tips on how to establish clear policies, train staff, and regularly audit the system to ensure its ongoing effectiveness. The document concludes by reinforcing the value of a well-maintained record system for long-term organizational success.

The document is a comprehensive guide to record management, covering everything from basic principles to advanced technological applications. It is designed to help organizations of all sizes understand their obligations and optimize their record-keeping practices. The content is presented in a clear, structured manner, making it easy to read and apply.

Throughout the document, the emphasis is on the importance of consistency and accuracy. It stresses that records are not just passive documents but active tools that can provide valuable insights and support decision-making. By following the guidelines provided, organizations can ensure that their records are reliable, secure, and accessible when needed.

ASC

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

Au capital de 255 728 Euros

Siège Social : 19 rue Four de la Terre — 84 000 AVIGNON

RCS AVIGNON 404 931 925

N° de Gestion 1996 B 00304

* * * * *

STATUTS

Statuts mis à jour au 28.02.2014

Sc

**FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE-
EXERCICE**

Article 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée à capital variable régie notamment par la Loi n°66-537 du 24 Juillet 1966, le décret n° 67-236 du 23 Mars 1967, les dispositions de la Loi du 24 Juillet 1867 particulière aux sociétés à capital variable et les présents statuts, ainsi que les lois et décrets qui viendraient à s'appliquer à ce type de société.

Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 et ses textes d'application ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la forme avec un ou plusieurs actionnaires. Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger les activités de:

- bar, débit de boissons, restauration, glacier, services divers de spectacles,
- dancing, discothèque, piano-bar,
- achat et vente de tous articles et accessoires liés à la confection.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement:

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : L'activité de la société a pour objet en France et à l'étranger les activités suivantes :

- *Restauration, salon de thé, débit de boissons, glacier, services divers de spectacles*
- *Dancing*
- *Achat et vente de tous articles et accessoires liés à la confection*

Article 3 - DENOMINATION

A. S. C.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social. *Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : La forme sociale ayant été modifiée, le terme « société à responsabilité limitée » ou l'abréviation « SARL » deviennent caduques et seront remplacés par « société par actions simplifiée » ou par l'abréviation « SAS ».*

Article 4 - SIEGE SOCIAL Le siège social est fixé à 19 Rue Four de la Terre, 84000 AVIGNON. Le transfert du siège social est décidé par décision extraordinaire des associés.

Sc Rc Cf Sc

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1996.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 7 - APPORTS

1- Montant et modalités des apports

Les soussignés font apports à la société, savoir,

Apports en numéraire

Monsieur CHASSAGNE Stéphane apporte à la société la somme de quatre mille neuf cent cinquante francs ci 4 950 francs

Monsieur CHASSAGNE Francis apporte à la société la somme de cinq cent francs, ci 50 francs

Montant des apports en numéraire : **5 000 francs**

Cette somme de 5 000 francs a été déposée à un compte ouvert au -CREDIT AGRICOLE, agence de LE PONTET au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

Total des apports formant le capital social cinq mille francs

ci **5 000 francs**

2- Modification par l'AG du 20 décembre 2010: Le capital social reste inchangé : il est de 8000 Euros (Huit mille Euros). Il est divisé en 500 (Cinq cent) actions de 16 (Seize) Euros chacune. La répartition des actions a été modifiée suite à l'acte de cession en date du 20 décembre 2010. Monsieur Stéphane CHASSAGNE détient 500 actions sociales, soit la totalité des actions composant le capital social. Les apports en numéraire s'élèvent à 8000 Euros. Les apports en nature s'élèvent à 0 Euros. La somme des apports en numéraire et en nature s'élève donc à 8000 Euros.

AGE
DU
28.02.
2014

3- Lors de l'augmentation du capital social du 28.02.2014, il a été fait apport à la société en nature, par Monsieur Stéphane CHASSAGNE, de la totalité de sa participation dans la société AJPE évaluées au total à deux cent quarante-sept mille sept cent vingt-huit (247 728) euros.



Article 8 - APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Aux présentes est intervenue Madame Catherine CARNEMOLLA conjoint commun en biens de Monsieur CHASSAGNE Francis, qui reconnaît avoir été informée dans les conditions de l'article 1832-2 du Code civil de l'apport effectué par son conjoint et déclare ne pas vouloir être personnellement associé.

Article 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante-cinq mille sept cent vingt-huit (255 728) euros.

AGE
DU
28.02.
2014

Il est divisé en quinze mille neuf cent quatre-vingt-trois (15 983) actions de seize (16) euros chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées à l'actionnaire unique, Monsieur Stéphane CHASSAGNE.

Article 10 - VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est variable : il est susceptible d'accroissement par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise des apports effectués.

I - Accroissement du capital

La gérance est habilitée à recevoir les souscriptions à de nouvelles parts sociales dans la limite du capital maximum fixé à la somme de DEUX CENT MILLE FRANCS (200 000 F.) et des conditions fixées éventuellement par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. Les souscriptions reçues au cours d'un trimestre civil feront l'objet d'une déclaration mentionnée dans un état de souscriptions et des versements établis le dernier jour de ce trimestre.

Sauf décision extraordinaire des associés, les nouvelles parts ne peuvent être émises à un prix inférieur au montant de leur valeur nominale majorée, à titre de prime, d'une somme -- correspondant à la part proportionnelle revenant aux parts anciennes dans les fonds de réserve et les bénéfices tels qu'ils ressortent du dernier bilan régulièrement approuvé.



Les droits attachés aux parts sociales correspondant à une souscription déterminée ne prennent naissance et ne peuvent être exercés qu'à compter de l'agrément de celle-ci résultant d'une décision prise par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

II - Diminution

Le capital social peut être diminué par la reprise des apports effectués par les associés qui se retirent de la société ou qui en sont exclus dans les conditions fixées sous les articles 15 et suivants ci-après. Toutefois, aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social au-dessous de la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 F).

Article 11 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

SCCF

Sc

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extra-judiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et, sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui

SCCF

SC

SC

n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 12 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 13 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

3 - Procédure d'agrément

SCCF

SC

Sc

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

SCCF

Sc

Sc

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers directs, et éventuellement le conjoint survivant de l'associé décédé, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Dans le cas où les héritiers ou ayants droit ne sont ni des héritiers directs, ni le conjoint survivant, ceux-ci doivent, pour devenir associés, être agréés par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les conditions fixées pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Lesdits héritiers et ayants droit, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, ou pour permettre la consultation des associés sur leur agrément, s'ils ne sont pas héritiers directs ou conjoint, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans le cas où des héritiers ou ayants droit ne sont pas des héritiers directs, la gérance adresse à chacun des associés survivants, dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers et ayants droit.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 12 des présents statuts.

SCC Fer

Sc

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 15 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon ces conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

SCCFSC

SC

4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 27 ci-après des présents statuts.

Article 16 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 17 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article 50 de la loi du 24 Juillet 1966.

TITRE III

GERANCE

Article 18 - DESIGNATION DES GERANTS

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Le premier gérant est Monsieur CHASSAGNE Stéphane, né le 29 Août 1967 à ORANGE (84), demeurant Route d'Uchaux, à PILOENC (84).

SCC
SC

SC

Article 19 - PRESIDENCE

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout emprunt d'un montant supérieur à 1 000 000 francs autres que les découverts en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toutes mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Le premier président nommé est Monsieur Stéphane CHASSAGNE, né le 29 août 1967 à Orange (84110) demeurant 19 rue Four de la Terre – 84 000 Avignon. Au cours de la vie sociale un président sera renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérants dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité des voix. Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale, président, peut être également lié à la société par un contrat de travail sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité des voix et, à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif. Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de un mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire. La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception. Le président est révocable à tous moments par décisions de la collectivité des associés, prise à l'unanimité, lors d'une délibération extraordinaire. De même, la nomination d'un président doit s'effectuer par une décision collective des associés délibérant à l'unanimité lors d'une délibération extraordinaire. La révocation du président ou sa démission ouvrira droit à versement par la société d'indemnités de cessation de fonctions. Le montant de cette indemnité sera déterminé lors d'une délibération extraordinaire. La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Le président a droit, en outre, au remboursement de ces frais de représentation et de déplacements. En cas d'invocation de la responsabilité juridique du président lors de son mandat ou, si le président n'est plus titulaire de son poste, pour des faits qui seraient survenus lors de son mandat, la totalité des frais de justice et de procédure, expertise, dépens et autres, seront à la charge de la société.

Article 20 – DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1-Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme,

2-Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant, peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance. La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

X CF SC SC

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 21 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

SCCFX

Sc

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 23 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 24 - MODALITES

1 - Toutes les décisions collectives doivent être prises en assemblée.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts

SCC F SC

SC

sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 25 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

SC F SC

SC

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation. L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 26 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

SCC F SC

SC

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 27 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

SC (F) SC

SC

Article 28 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 29 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

SCC FSC

SC

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : En conformité avec la loi n°2008-766 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, il ne sera pas procédé à la nomination d'un commissaire aux comptes. Un commissaire aux comptes sera désigné si la société dépasse certains seuils ou si elle dépend d'un groupe, quelle que soit sa taille. Eu égard à l'absence de commissaire aux comptes, le président établit et présente aux associés le rapport sur les conventions réglementées.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES

Article 30 - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 31 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur" constitue les sommes distribuables. Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

SC CF SC SC

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou Plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux., dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Un an au moins ayant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

Modification par l'AG du 20 décembre 2010 : Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 32 – DISSOLUTION

1-Arrivée du terme statutaire

Un an au moins ayant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2-Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme à défaut, elle est dissoute.

Article 33 – LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

SC CF SC SC

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 35 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 36 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

SC FSC SC

Article 37 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Copie certifiée conforme

Fait à AVIGNON
l'an mil neuf cent quatre vingt seize
et le premier février

en autant d'originaux que nécessaire pour le
dépôt d'un exemplaire au siège social et
l'exécution des diverses formalités légales.

Monsieur CHASSAGNE Stéphane

*CF Bon pour acceptation de
fonction de gérant*

Monsieur CHASSAGNE François

Chassagne

Copie certifiée conforme

EXPEDITEUR AVIGNON EST	
26 MARS 1996	
9	3
500	
140/7	

droit fixe

[Signature]